

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Inacceptable !

Le gouvernement s'attaque aux soins des malades gravement atteints

- Social - Santé, Sécurité Sociale -

Date de mise en ligne : samedi 13 septembre 2008

Démocratie & Socialisme

Après les franchises sur les soins, dans la suite de sa logique de casse du service public de santé orchestrée par la majorité gouvernementale, le gouvernement continue de creuser le fossé, de creuser les inégalités entre les français, entre ceux qui ont les moyens de se soigner, et ceux qui ne l'auront plus. Dérembourser les médicaments de suivi pour les malades atteints d'affection de longue durée de 100% à 35% est une véritable honte !

Que Roseline Bachelot ose arguer que le déficit de la sécurité sociale est le principal problème et veut nous culpabiliser comme elle l'a fait au journal de 20 h de France 2 mardi soir, en disant que ce sont nos enfants et nos petits- enfants qui risquent de le payer, est une véritable honte !

Roseline Bachelot oublie que le gouvernement favorise le déficit de la Sécurité Sociale, l'aggrave même, tout en s'en servant comme argument pour s'attaquer aux systèmes de soins et aux droit de chacun et chacune à se soigner en France.

L'objectif du gouvernement UMP

Ouvrir des niches commerciales pour la santé privée cassant ainsi les principes de solidarité et d'équité entre les français. Et tout ceci au détriment des moins riches et des plus dépendants.

C'est la politique du gouvernement, laisser les parties les plus rentables des services publics au secteur privé et transférer les compétences déficitaires aux collectivités locales.

Nous le vivons chaque jour à l'échelle de notre région dans de nombreux domaines.

Mais surtout, comme à son habitude, le gouvernement Sarkozy/Fillon prend d'une main ce qu'il donne de l'autre. Pire encore, il manipule et n'a de cesse de mentir et de dissimuler le vrai fond de sa politique sous des discours démagogiques.

Ainsi, quand le gouvernement dévoile une nouvelle réforme en faveur des revenus du travail, sous la forme d'un nouveau crédit d'impôt pour les entreprises signant des accords d'intéressement aux bénéfices ou augmentant les primes distribuées.

L'avantage fiscal prendrait la forme d'un crédit d'impôt sur les sociétés égal à 20% du montant des primes d'intéressement nouvellement distribuées.

Le gouvernement se propose également d'exonérer cette prime de cotisations patronales, à charge pour lui de compenser le manque à gagner pour la Sécurité sociale.

Et c'est ce qu'il fait en s'attaquant notamment au déremboursement de plus en plus de médicaments, renvoyant les remboursements aux mutuelles, qui ne manqueront pas d'augmenter leurs tarifs.

Chacun d'entre nous le sait, notre pouvoir d'achat ne cesse de baisser, et ce n'est pas la campagne de publicité mensongère du gouvernement qui cachera cette vérité.

Le gouvernement s'attaque aux soins des malades gravement atteints

Quel cynisme de lancer cette campagne au début de l'été, combien de familles n'auront pas les moyens cette année d'offrir des vacances à leurs enfants ? Chaque passage à la pharmacie nous le prouve, les médicaments que l'on dit de confort, mais qui sont souvent indispensables au bien-être de nos enfants, et de nous-mêmes, sont de moins en moins remboursés. C'est à se demander ce qui l'est encore !

Parce que le droit de se soigner est un droit fondamental, nous ne renoncerons pas et affirmons toujours aujourd'hui, plus qu'hier, et autant que demain notre attachement au service public de santé solidaire et égalitaire.

L'idéologie néo-libérale de la droite française appelle cela de l'archaïsme ? Alors une majorité de françaises et de français sont archaïquement attachés à ce droit, tout comme nous le sommes !

Gérard Berthiot, 1er Vice-Président en charge de la santé et des solidarités Région Champagne Ardenne